Les investissements du Qatar restent bienvenus en France

Article du « Le Monde.fr » avec AFP paru le 12 mars 2013

La ministre du commerce extérieur française, <u>Nicole Bricq</u>, a assuré mardi 11 mars à Doha que les investissements du <u>Qatar</u> restaient "bienvenus en France", malgré les critiques qui les ont visés.

"Les investissements qataris sont et resteront bienvenus en France. Nous souhaitons même qu'ils s'amplifient", a déclaré Nicole Bricq lors d'une rencontre avec la presse. "Les investisseurs qataris sont des investisseurs avisés, des investisseurs à long terme qui accompagnent beaucoup d'entreprises françaises"en y restant "minoritaires" et ne participent pas à la fonction exécutive de ces entreprises, a-t-elle ajouté. "Objectivement, on ne peut rien leur reprocher", a poursuivi la ministre.

La France accueille environ 10 % des investissements du Qatar à l'étranger. Le Qatar est très présent dans les grandes entreprises françaises avec des participations dans Total (3 %), Vinci (7 %), Lagardère (12 %), Veolia Environnement (5 %), LVMH (1 %) ou Vivendi (3 %). Il possède par ailleurs des hôtels de luxe, le club de football Paris-Saint-Germain (PSG) et a investi dans l'achat de droits télévisés et le marché de l'art.

Violentes critiques en France

Ces prises de participation tous azimuts ont suscité de violentes critiques en France, deuxième récipiendaire des investissements du Qatar, derrière le Royaume-Uni (27 %). Une annonce avait également suscité une forte polémique en pleine campagne pour la présidentielle. Le richissime émirat gazier avait évoqué fin 2011 un projet de fonds pour les banlieues françaises doté de 50 millions d'euros, à la suite d'une visite au Qatar d'élus de quartiers en difficulté. Le nouveau gouvernement de gauche a finalement donné son accord, à condition d'y être associé.

Nicole Bricq a indiqué avoir proposé à ses interlocuteurs au Qatar de "constituer un fonds qui nous permette de financer ensemble des opérations à l'export". Fin novembre, la Caisse des dépôts, groupe public français, et Qatar Holding LLC, émanation du fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA), avaient annoncé la création d'un fonds de 300 millions d'euros qui investira dans des PME françaises.

La ministre a souligné être venue au Qatar avec des entreprises françaises intéressées par les perspectives qu'offrent la tenue dans ce pays d'événements sportifs dont la Coupe du monde de football en 2022 et le championnat mondial de handball en 2015. "Avec les entreprises qui m'accompagnent, nous avons présenté tout le savoir-faire de l'offre française en la matière", a-t-elle dit, soulignant que les autorités du Qatar souhaitent des projets de construction "le moins polluants possible".